



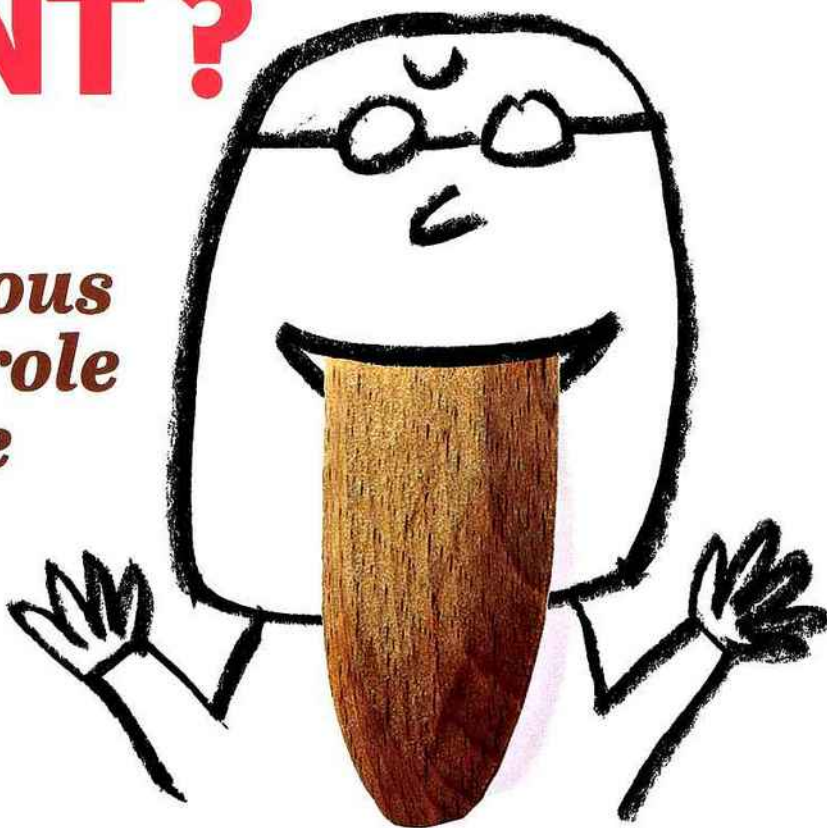
L'HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN D'ACTUALITÉ



SCIENCES PARTICIPATIVES
Ces milliers d'amateurs
qui observent les oiseaux

CROIENT-ILS CE QU'ILS DISENT ?

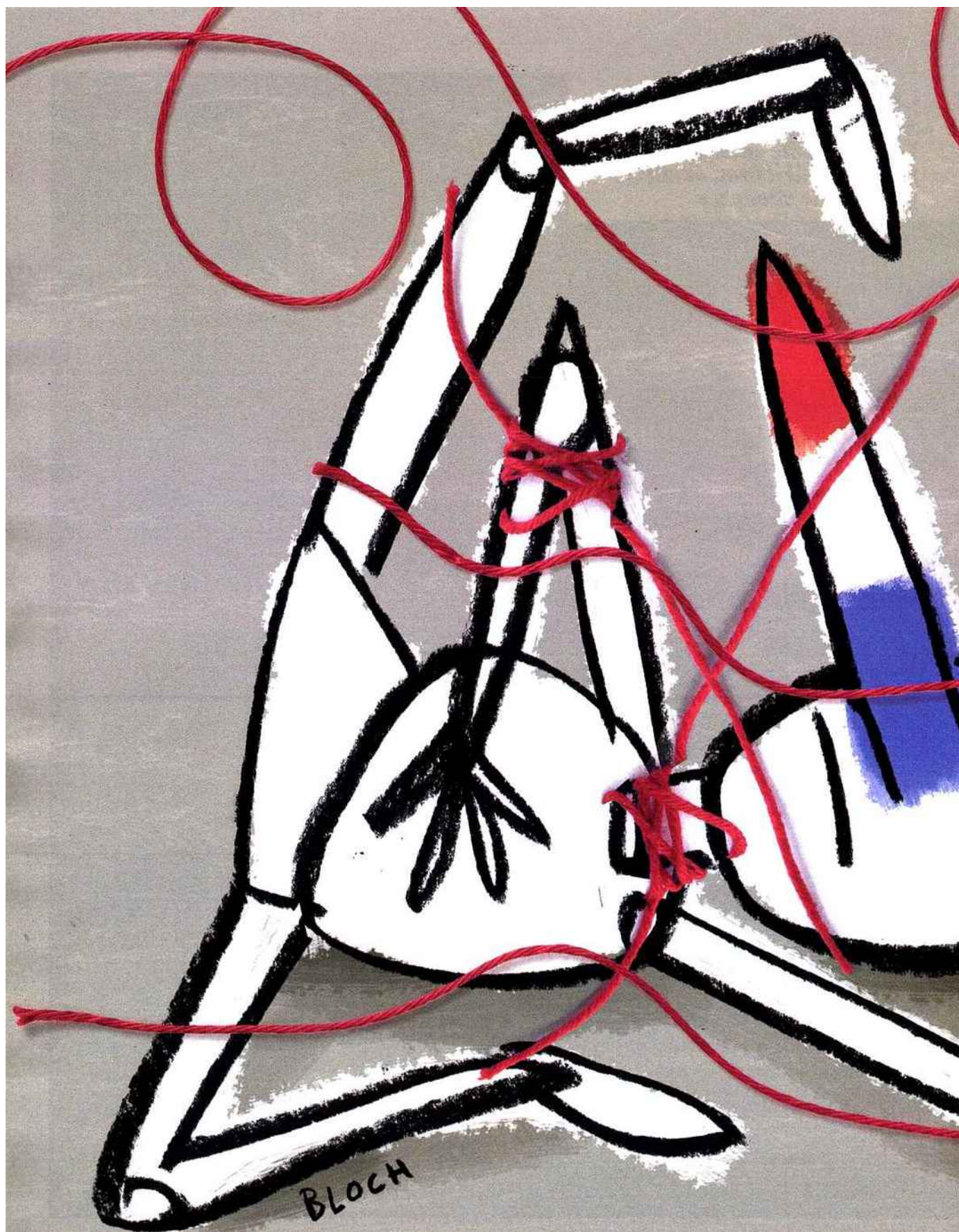
*Les dessous
de la parole
politique*

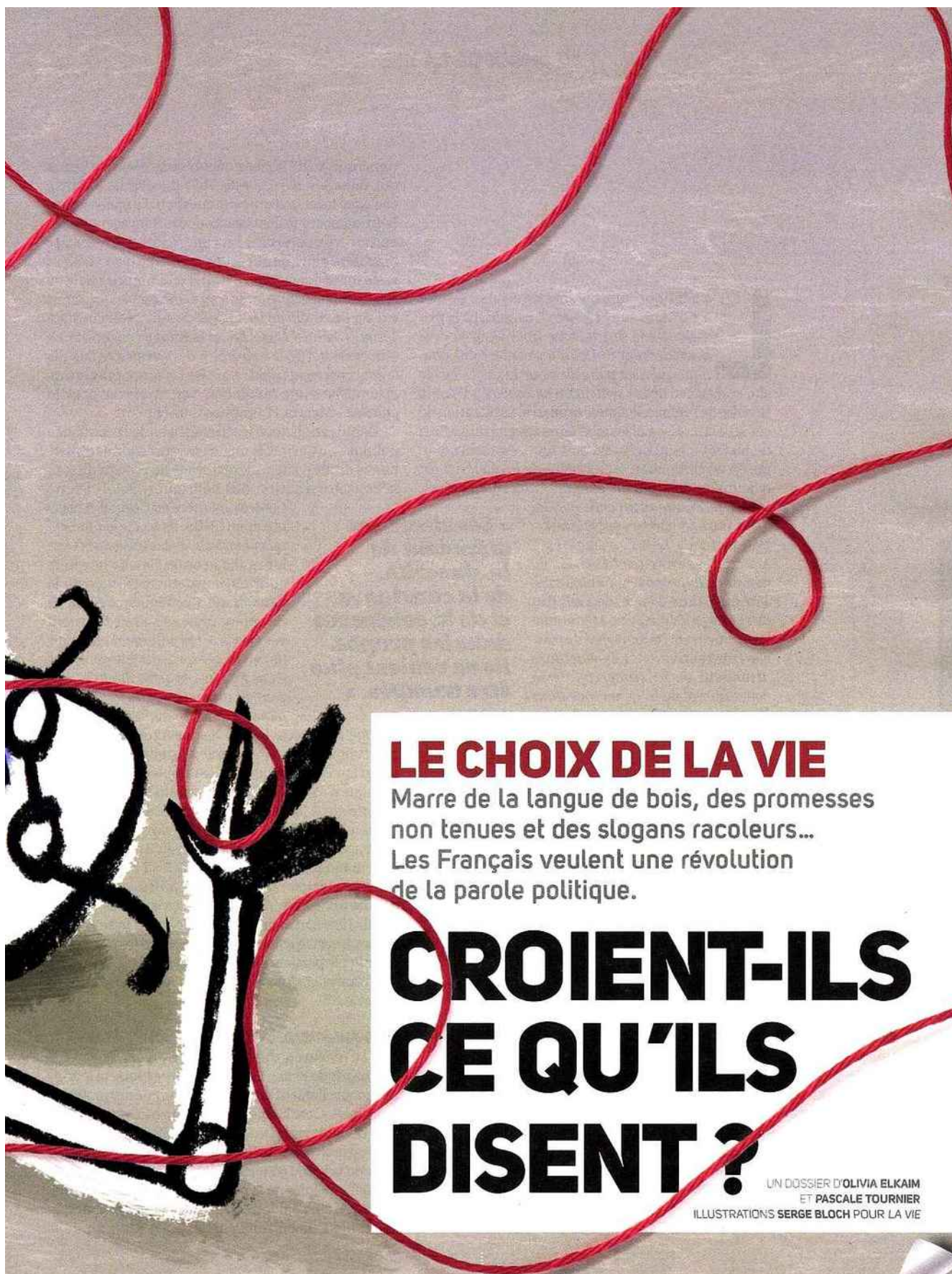


N° 3690 du 19 au 25 mai 2016. France : 3,50 € ; Benelux : 3,90 € ; Suisse : 6,60 FS.



REDÉCOUVERTE Desvallières, pionnier de l'art sacré





LE CHOIX DE LA VIE

Marre de la langue de bois, des promesses non tenues et des slogans racoleurs... Les Français veulent une révolution de la parole politique.

CROIENT-ILS CE QU'ILS DISENT ?

UN DOSSIER D'OLIVIA ELKAIM
ET PASCALE TOURNIER
ILLUSTRATIONS SERGE BLOCH POUR LA VIE



La politique, une histoire de cocus ? Le mot est d'Alain Juppé *himself*, candidat à la primaire de la droite, à La Roche-sur-Yon, le 3 mai dernier : « Hollande conduit une politique qui n'est pas celle pour laquelle il a été élu, et ses électeurs se sentent un peu cocus. » Dans la bouche de l'ancien Premier ministre, l'utilisation de cet adjectif, assez classique dans les conversations de bistrot lorsqu'on parle politique, est sans doute pesée au trébuchet. « Le critère de la sincérité est aujourd'hui omniprésent dans nos études qualitatives, les électeurs attendent cette qualité de la part de leurs représentants : tiendront-ils leurs promesses ? Adhèrent-ils vraiment à la vision du monde qu'ils proposent ? » confirme Jérôme Sainte-Marie, de l'institut de sondages PollingVox. Même analyse pour Jean-Daniel Lévy, de Harris Interactive : « Les électeurs attendent de la sincérité, de la constance et de la cohérence dans les propos. » Les Français ne veulent plus être « trompés ».

La question du langage, de la déconnexion des paroles et des actes dans un contexte d'affaiblissement institutionnel et de quête de sens, sera l'un des enjeux majeurs de la présidentielle. « Les citoyens reprochent aux politiques leur langage creux et stéréotypé, avec l'utilisation de lieux communs, de mots de l'évitement »,

« Les électeurs attendent de la sincérité, de la constance et de la cohérence dans les propos. Ils ne veulent plus être trompés. »

remarque Noël Mamère, député-maire Vert de Bègles qui, dans son livre *Contre Valls* (Les Petits Matins), consacre un chapitre à cette question. Le malaise dans notre démocratie tient beaucoup à un langage politique qui ne correspond plus à aucune réalité, à un décalage mortifère entre ce qui est promis et ce qui est fait et reste inexplicé. La loi « travail », comme le pacte de responsabilité en 2014, en sont des exemples flagrants. « Il y a un déclin de l'idéologie de référence, constate Jérôme Sainte-Marie. La loi El Khomri en atteste. Ce renversement de la hiérarchie des normes, le fait que le gouvernement veuille stimuler la vie des entreprises, cela relève d'une révolution copernicienne pour la gauche. » Mais qui l'assume vraiment ?

Depuis 2009, tous les baromètres de la confiance politique du Cevipof le montrent : après 30 ans d'alternance droite-gauche, les citoyens ne croient plus en la capacité d'action des politiques. Selon Bruno

Cautrès, membre du Cevipof et chercheur au CNRS, ils sont « fondamentalement déçus et désillusionnés » par leurs dirigeants. Ils ont perdu la confiance, valeur cardinale de la démocratie. Conséquence ? Soit ils ne votent plus, soit ils se tournent vers le FN. « Les politiques n'ont plus de crédit vis-à-vis des citoyens, car ils ne font pas ce qu'ils disent et souvent, ne disent pas ce qu'ils font, c'est mon expérience depuis que je suis

engagé », regrette Bruno Nestor Azerot, député de Martinique élu en 2012, cofondateur du groupe de réflexion Esprit civique à l'Assemblée. Cette problématique n'a pas échappé aux candidats à la primaire de la droite. À longueur d'interviews, ils le ressassent : en 2017, c'est juré, ils feront vraiment ce qu'ils annoncent. Alain Juppé a promis qu'il ne ferait qu'un seul mandat. Il « ne pensera pas à sa réélection. En conséquence, les réformes seront faites », a déclaré le député Benoist Apparu, l'un de ses soutiens. Ils vont aussi « dire tout avant pour pouvoir tout faire après », comme l'écrit Nicolas Sarkozy dans son livre *la France pour la vie* paru en janvier. Les électeurs pourraient leur rétorquer : Encore heureux... Mais que ne l'ont-ils fait avant ?

LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT

« Le renouveau, c'est Bruno. » L'un des slogans de campagne de Bruno Le Maire résume à lui seul le désir de renouvellement du personnel comme des pratiques politiques. C'est habile. À 46 ans, après avoir été directeur de cabinet de Dominique de Villepin et ministre de l'Agriculture sous Nicolas Sarkozy, il se présente comme la jeune génération et propose de rénover la manière de faire de la politique, notamment en obligeant les élus à démissionner de la haute fonction publique s'ils en font partie. Soit. À un an de la

Pierre Larrouiturou

« Il faut miser sur l'intelligence »

Quand tous les candidats affirment, depuis 30 ans, à droite et à gauche : « Votez pour moi et la croissance va revenir », ils savent que c'est faux. Il y a un mois, au G20, à Shanghai, Christine Lagarde annonce une nouvelle crise financière, mais dans la foulée, Michel Sapin affirme : « Il n'y a pas de crise. » À la mi-avril, sur Canal+, Alain Juppé affirme que pour lutter contre le chômage, il va supprimer les charges patronales sur le Smic. Or, c'est déjà fait ! Et c'est supposé être sa grande réforme économique ! J'appelle cela du cynisme, du je-m'en-foutisme. Pour ma part, que je me trouve face à 300 chefs d'entreprise de droite, à Edgar Morin et Joseph Stiglitz, aux habitants d'Hénin-Beaumont ou des quartiers Nord de Marseille, j'ai le même discours. Il faut miser sur le débat, l'intelligence et la fraternité. ♡

COFONDATEUR DE NOUVELLE DONNE



Jean-Frédéric Poisson

« Nous traversons une crise de la parole »

La parole politique est soumise à la loi de l'immédiateté, il faut pouvoir s'exprimer en 140 signes sur Twitter. Je refuse cela. Je demande à mon équipe de bloquer une demi-journée chaque semaine, pendant laquelle je ne prends aucun coup de fil ni rendez-vous. J'ai besoin de temps pour réfléchir, lire, écrire, travailler autrement. Je suis philosophe de profession, alors je me replonge dans Aristote, Platon, Levinas, la doctrine sociale de l'Église, les textes du pape. J'ai conscience que nous traversons une crise de la parole, adossée à un affaiblissement progressif des institutions. Il faut beaucoup d'explications, de conviction, pour faire accepter aux concitoyens qu'en définitive, on ne fera pas ce qu'on a promis. Notre peuple a 1500 ans d'expérience politique. Il peut le comprendre si c'est fait avec sincérité. ♡

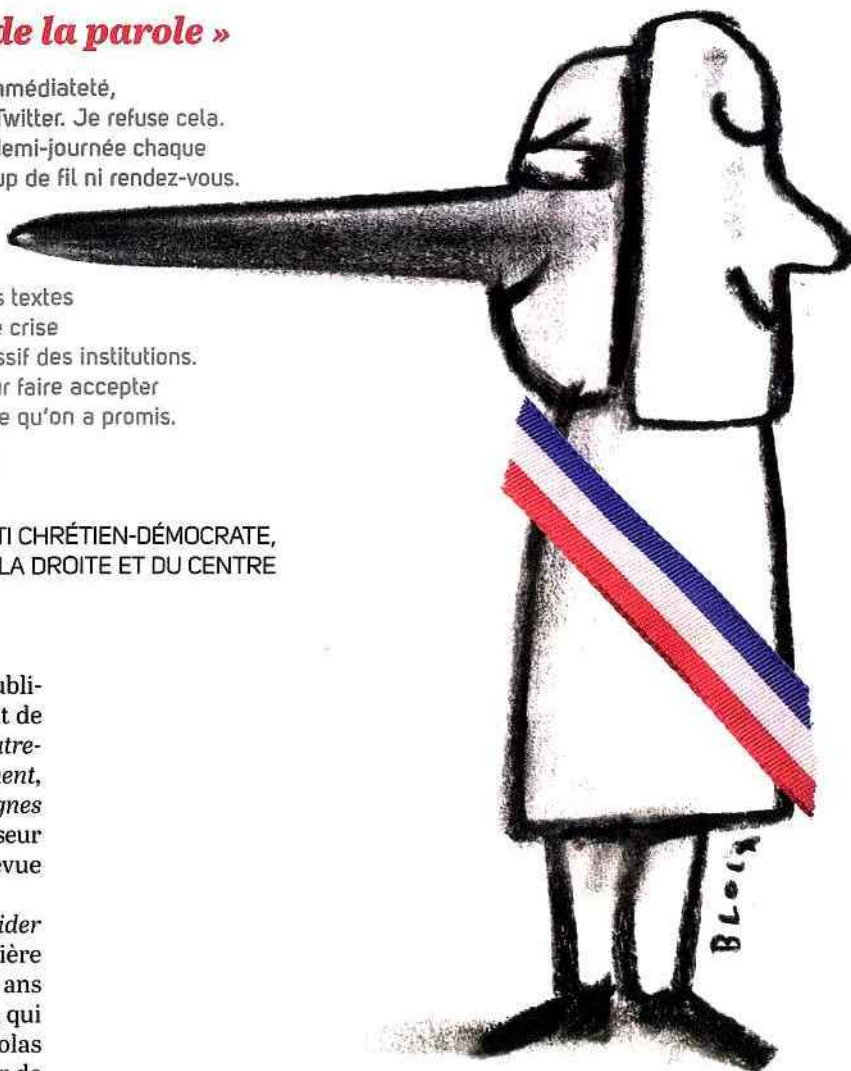
DÉPUTÉ DES YVELINES, PRÉSIDENT DU PARTI CHRÉTIEN-DÉMOCRATE,
CANDIDAT À LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

présidentielle et six mois de la primaire des Républicains, la petite musique du changement retentit de nouveau. « Dire qu'on va changer, qu'on va faire autrement, autre chose, mais sans dire quoi précisément, c'est la thématique centrale de toutes les campagnes électorales », prévient Paul Bacot, politiste, professeur émérite à Sciences Po Lyon, en charge de la revue *Mots. Les langages du politique*.

Le slogan de Lionel Jospin en 2002 ? « Présider autrement », ce qui remettait en cause de manière claire la méthode Chirac. Celui de Hollande dix ans plus tard ? « Le changement, c'est maintenant », qui rompait avec la présidence bling-bling de Nicolas Sarkozy. Ce dernier, en 2007, avait réussi le tour de force de se présenter comme le candidat de la rupture, alors qu'il était du même parti (UMP) que le locataire élyséen en exercice depuis 1995. « Quand un personnage politique lance une nouvelle proposition ou un nouveau slogan, demandez-vous immédiatement si ça ne vous rappelle rien », propose Thomas Guénolé, dans son *Petit Guide du mensonge en politique* (First). Le discours politique qui met en valeur la nouveauté, prône le renouvellement des générations, des solutions innovantes, vante de nouvelles problématiques et procédures ? « C'est un grand classique », juge Paul Bacot. Une sorte de variation sur la fameuse phrase du Guépard : « Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change. »

DES CONVICTIONS À GÉOMÉTRIE VARIABLE

De toutes les promesses oubliées, celles du discours du Bourget sont devenues canoniques. François Hollande avait tonné « Mon ennemi, c'est la finance ». Résultat ? Une loi de séparation bancaire *a minima*.



Noël Mamère

« Les Français ne sont pas dupes »

Les élus se sont habitués à tenir un langage stéréotypé, à pratiquer la langue de bois, faite de lieux communs, des mots creux de l'évitement. Une immense majorité d'entre eux sont dépendants de leur parti, notamment pour leurs investitures, alors ils se brident et ne disent pas ouvertement ce qu'ils pensent. J'estime tenir une parole libre, comme Daniel Cohn-Bendit, car je suis libre par rapport aux appareils. Je ne me suis pas construit au sein d'un parti, je n'ai de compte à rendre à personne et ne suis aucune consigne. Aujourd'hui, les mots traduisent une vulgarité politique et un vide idéologique. Mais les Français ne sont pas dupes. Ils regrettent un déficit d'échanges, de confrontations, de paroles, alors même que se multiplient les outils de communication, tels que Twitter ou les télé en continu. ♡

DÉPUTÉ-MAIRE VERT DE BÈGLES,
COAUTEUR DE CONTRE VALLS (LES PETITS MATINS)



Ils ont dit... **tout** et l'inverse de tout



GILLES COLLE/REA

Emmanuelle Cosse

En 2015 Pendant la campagne des régionales, la ministre du Logement et conseillère régionale d'Île-de-France EELV déclarait :

« Notre projet est différent, car il est porté par des personnes qui tiennent leurs engagements, des élus qui sont engagés uniquement pour leur mandat, des élus garantis sans cumul. »

MARS 2016 Elle se justifiait au *Petit Journal* du cumul de sa fonction de ministre et de son mandat à la région. « Oui, j'ai le temps d'être ministre et conseillère régionale. Je ne cumule pas deux mandats, merde à la fin ! »



HAMILTON/REA

Nicolas Sarkozy

En 2014 Lors d'un meeting de Sens commun, en pleine campagne pour la présidence de l'UMP, Nicolas Sarkozy avait annoncé vouloir abroger le mariage pour tous.

« Si vous préférez qu'on dise abroger la loi Taubira pour en faire une autre. (...) Si ça vous fait plaisir, franchement, cela ne coûte pas cher. »

JANVIER 2016 Revirement dans son livre *la France pour la vie*. « À la réflexion, je crains que, compte tenu de l'état de tension et de division de la société française, le remède soit pire que le mal. Je ne souhaite donc pas qu'on légifère à nouveau. C'est un point sur lequel, je l'assume, j'ai évalué. »



FREDERIC MANGROT/REA

Marine Le Pen

En 2014 Marine Le Pen déclarait « Nous sommes une force indépendante et sereine, loin de toutes les compromissions, loin de toutes les magouilles, loin de toutes les malhonnêtetés. »

De discours en discours, elle dénonce « le pouvoir de nuisance de la finance mondialisée qui joue contre l'intérêt général », « la mondialisation financière à outrance » (site du FN).

AVRIL 2016 Le journal *Le Monde* révélait que, dans l'affaire des « Panama papers », ses proches conseillers avaient usé de ces circuits financiers opaques.



HAMILTON/REA

François Hollande

En 2006 À propos du projet de loi sur le contrat première embauche (CPE), François Hollande, premier secrétaire du PS, disait :

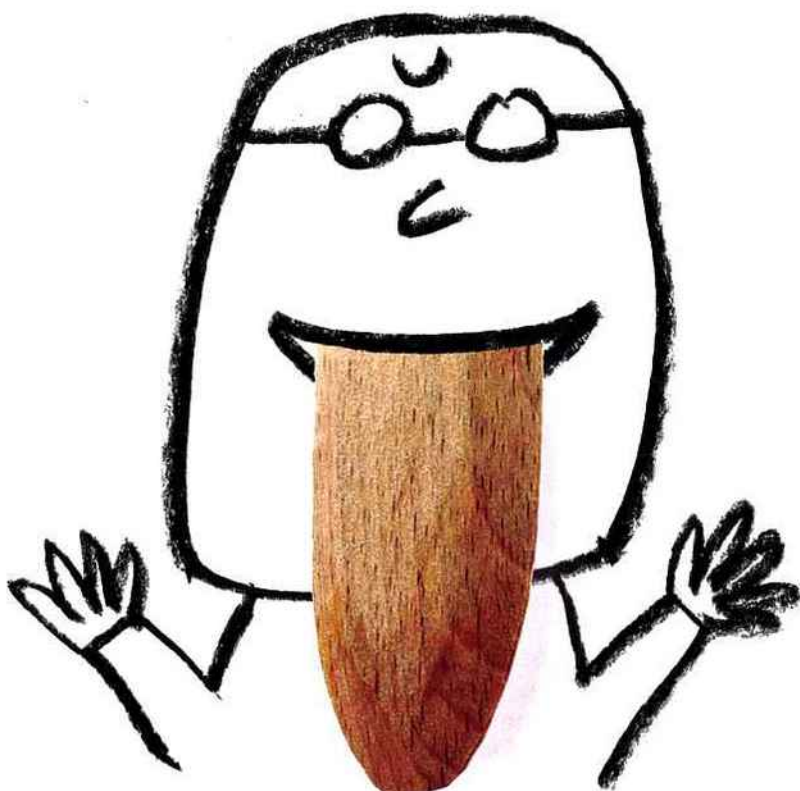
« Le 49.3 est une brutalité, un déni de démocratie. C'est une manière de freiner le débat parlementaire. Mais il va se poursuivre d'une manière ou d'une autre. D'abord au Sénat puis par des procédures que nous utiliserons jusqu'au bout. »

MAI 2016 Pour justifier l'utilisation du 49.3 pour la « loi travail », le président François Hollande affirme en conseil des ministres : « Le 49.3 convient quand il y a une minorité qui bloque. »

Quant à la taxation des plus riches à 75 %, qui fit une immense polémique, elle n'a donné lieu à aucune réforme fiscale d'ampleur. « Les citoyens y voient aujourd'hui une opération spectaculaire et purement tactique, analyse Jérôme Sainte-Marie. Ils n'apprécient pas que le président ait pu prendre position sur des sujets auxquels, manifestement, il ne croyait pas. »

Historiquement, ce n'est bien sûr ni le premier ni l'unique décrochage entre une promesse de campagne et une action politique. En janvier 1995, Jacques Chirac est en mauvaise posture face à Édouard Balladur, favori des sondages et des médias. Il lui faut se démarquer de cet adversaire dépeint par Plantu dans une chaise à porteurs. Il se positionne à sa gauche et fait alors campagne sur la « fracture sociale ». Pourtant, celui qu'il souhaite nommer Premier ministre est... Alain Juppé, qui incarne tout sauf la « fracture sociale ». Élu à 53 % des voix en mai 1995, Chirac fait volte-face dès septembre avec les réformes des retraites, de l'assurance maladie, de l'assurance famille, ce qui bloque le pays pendant plusieurs semaines.

Dans un tout autre registre, Nicolas Sarkozy avait promis en 2007 qu'il se retirerait dans un monastère s'il gagnait... Il s'est retrouvé le soir de sa victoire au Fouquet's avec ses amis du Cac 40 et, quelques jours plus tard, sur le *Paloma*, yacht de Vincent





Bolloré. En matière de discordance comportementale, il n'a jamais été égalé. *« Le responsable politique est humain, avec ses fragilités, ses agitations, ses erreurs, tempère Jean-Frédéric Poisson, député PCD des Yvelines et candidat à la primaire de la droite. Mais la responsabilité publique justifie qu'on soit plus exigeant avec les élus quant au respect de leur parole. »*

LA LANGUE DE BOIS, LA LANGUE CAOUTCHOUC

*Promis, j'arrête la langue de bois : c'était le titre gonflé d'un livre de Jean-François Copé en 2006. Mais s'agit-il d'une langue de bois ou en caoutchouc ? Le sociologue Jean-Pierre Le Goff, auteur de *Malaise dans la démocratie* (Stock), s'amuse avec les mots-valises, les expressions toutes faites qui traduisent le méli-mélo idéologique dans lequel sont englués les politiques : « Il faut fédérer les énergies, remettre les choses à plat, se construire en toute autonomie un projet d'avenir... La répétition de ces expressions, issues du développement personnel, en particulier à gauche, se fonde sur une déculturation historique de la société. »* Selon le sociologue, à cette novlangue s'ajoute une police de la parole et de la pensée qui juge d'emblée des propos quand ils ne font que reconnaître le réel. Ainsi existe-t-il des mots « stimuli », qui électrisent le débat sans jamais l'approfondir : islam, laïcité, immigration en sont des exemples.

Pour Sylvianne Rémi-Giraud, linguiste, professeur émérite à l'université Lyon II, « le débat tourne à une vitesse foudroyante ; on évolue dans une période d'instabilité conceptuelle ; mais les mots se sont solidifiés

Les mots-valises, les expressions toutes faites traduisent le méli-mélo idéologique dans lequel sont englués les politiques.

dans un parti ; on ne peut plus bouger du point de vue discursif. » « Islamophobie », « homophobie » sont des mots mal construits et abstraits qui traduisent des raccourcis de pensée. L'expression « ce n'est pas démocratique » est devenu un argument sans réplique. Il suffit de la prononcer pour verrouiller le débat. Des néologismes sont apparus : « Faire société », « faire France », « faire famille » qui « déconstruisent des entités collectives stabilisées pour les inscrire dans un processus dynamique, comme si la France, la famille, la société étaient à réinventer ».

Pour reconnaître le politiquement correct, il suffit d'écouter ces discours qui tordent le langage et s'autorisent des barbarismes. Prenez le « vivre-ensemble » : « Cette expression ne veut rien dire. On la préfère pourtant à d'autres notions qui, elles, ont un sens (comme celles de solidarité, de communauté d'intérêts ou de conflit) », explique André Comte-Sponville, philosophe, dans *L'Avenir du politiquement correct* (Institut Diderot). Pour le député socialiste

La méfiance à l'égard du discours des hommes et femmes politiques est consubstantielle à ce mouvement social.

Nuit debout décortique la parole politique

Depuis l'utilisation du 49.3 pour la loi El Khomri, la vidéo tourne en boucle chez bien des activistes de Nuit debout. On y voit François Hollande, alors premier secrétaire du PS, qualifier l'arme institutionnelle de déni de démocratie. Ces images donnent non seulement de la force à leur combat, mais elles les confortent aussi dans leur vision ultra-négative de la parole politique. *« On est toujours dans la posture et la stratégie souterraine, jamais dans la conviction », lâche Jean, 33 ans, professeur de mathématiques présent tous les soirs sur la place du Capitole à Toulouse.*

« Quand j'écoute un discours, je suis sceptique dans 90 % des cas », abonde Jessica, un des piliers du mouvement Nuit debout à Paris avant de poursuivre, résignée : *« Tout est pesé au mot près pour obtenir une sympathie dans l'instant. Sans plus. »* Pour Loïc, un autre noctambule parisien, *« les politiques ont l'art d'utiliser des mots à contresens pour des idées à contre-mots. Ils disent ainsi "on va sauver les retraites", "le régime des intermittents", "le Code du travail", alors que c'est tout le contraire ».* Gilles, qui a failli être désigné candidat Nuit debout à la législative partielle à Nice, constate pour sa part une distorsion entre *« les grands mots "égalité", "République", "droit" prononcés, et la réalité ».*

Les éléments de langage, les artifices de communication, ces jeunes, qui ont grandi avec l'émission du *Petit Journal*, savent les décoder parfaitement : *« Ils se mettent à l'unisson pour annoncer les mêmes choses, observe encore Jessica. Depuis que François Hollande a dit "ça va mieux", tous ses copains le répètent ensuite, en lisant leur post-it. »* Pour beaucoup, c'est la professionnalisation de la vie publique qui est à mettre en cause. *« Les politiques ménagent leur carrière »,* souligne le Niçois Pierre-Alain, ingénieur dans un laboratoire.

Quelques moments de franchise sont pour le moins concédés à de rares ténors, comme Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot ou Christiane Taubira. Mais principalement quand ils ont claqué la porte de leur parti ou du gouvernement pour désaccords majeurs : *« Ces clashes font du bien, note Jean. Parfois l'humain peut prendre le dessus. »* **➤ PASCALE TOURNIER**



Bruno Le Maire

« Les discours importants, je les écris moi-même »

La plupart du temps, le langage des politiques est décalé, poussiéreux, codé, par rapport à celui des Français. Il faut renouveler cette langue et dire les choses avec simplicité. Il faut aussi être capable de nommer les problèmes. Ainsi ai-je parlé d'un islam politique incompatible avec les valeurs de la République. La proximité, la clarté sont des éléments clés, tout autant que le fait de porter une vision enthousiasmante et généreuse de ce que la France peut devenir. Dans les mots choisis, on doit sentir la personnalité du politique, sa chair, ses sentiments, une culture, une profondeur. Les discours importants, je les écris moi-même, comme lorsqu'il s'agit de parler de l'Europe. Je ne veux pas utiliser les mots artificiels des communicants. La parole désincarnée ne fonctionne plus. Les Français savent désormais décrypter les artifices... 9

DÉPUTÉ LR DE L'EURE, CANDIDAT À LA PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE

Dominique Potier, cofondateur du cercle politique Esprit civique, ce métalangage politique est devenu inaudible : « Les citoyens n'écoulent plus ces discours creux. Il nous faut réinventer un langage neuf, l'incarner dans des décisions, une attitude, une cohérence. »

Dans les années 1980, le philosophe et psychanalyste Cornélius Castoriadis le prophétisait : « Nous aurons à vivre un certain nombre d'années dans cette mélasse théorique, en boxant des écredons. » Quand, à la fin des années 1970-1980, les systèmes d'interprétation du monde sont mis en miettes, le vide se meuble d'un discours sans colonne vertébrale. C'est à ce moment-là que la politique devient communication. Mais à quel prix ?

L'ESSOR DES ÉLÉMENTS DE LANGAGE

« Le politiquement correct a tendance à escamoter le tragique, c'est-à-dire à oublier trois choses : que l'Histoire est conflictuelle ; que ces conflits peuvent, comme entre Créon et Antigone, opposer deux points de vue qui ont chacun leur légitimité ; enfin, que ce ne sont pas les meilleurs qui gagnent, mais les plus forts », analyse André Comte-Sponville dans *L'Avenir du politiquement correct*.

Que Dominique Strauss-Kahn ou Jérôme Cahuzac s'expliquent sur un plateau de télévision sur leurs affaires respectives et le téléspectateur ne peut que regretter la mécanique d'un discours travaillé par des communicants, et, par conséquent, une carence d'émotion et de sincérité. « Tout est masqué par le coaching », croit savoir Valérie Debord, porte-parole des Républicains. Pour Jean-Daniel Lévy, « les Français sont capables d'accepter la dissimulation. Mais ils veulent être certains des intentions de la personnalité politique ». L'essor des « éléments de langage », répétés

à longueur de soirées électorales, d'une chaîne à l'autre, d'un élu à l'autre, trahit cette insincérité. « L'intérêt des appareils politiques, c'est de fonctionner en tir groupé, d'imposer des mots-clés, explique Paul Bacot. Le Parti communiste de la grande époque fonctionnait comme cela : les dirigeants disaient tous la même chose au même moment, quitte à se contredire plus tard. »

LA COMMUNICATION AU MÉPRIS DU SENS

« Entre un sujet de fond et la communication, je crains que, trop souvent, ce soit la communication qui l'emporte », déplore Guillaume Didier, magistrat, ancien porte-parole du ministère de la Justice. Ajoutez à cela que les politiques ont perdu le contrôle du temps du langage. « Or, quand on gouverne, on n'est plus seulement le maître des mots, on doit être maître du temps et des actes », affirme Aquilino Morelle, qui fut conseiller politique de François Hollande jusqu'en 2014.

Avec les réseaux sociaux et les télévisions en continu, tout a été bouleversé. Il y a un fossé entre Pascal Clément, ministre de la Justice en 2005, qui possédait un simple portable, Rachida Dati, qui pianotait sur son Smartphone en 2007, comme toute une nouvelle génération de ministres, et Christiane Taubira, en 2012, qui écrivait des Tweets sur un compte personnel, comme la plupart des politiques. « Un Tweet a désormais la même valeur, voire davantage, qu'un communiqué de presse », souligne Guillaume Didier.

Le risque ? Que les politiques ne suivent que leurs pulsions et les pulsations de l'actualité, comme ce fut le cas de Nicolas Sarkozy, qui proposait de légiférer après chaque fait divers sanglant. 9

OLIVIA ELKAIM

Jérôme Guedj

« Même les discours de vérité finissent par sonner creux »

Aujourd'hui, les citoyens reprochent aux politiques de ne pas avoir de prise sur la vie, de ne pas pouvoir changer le réel, dans un contexte de discours indifférencié sur la plupart des sujets économiques et sociaux. Cela est corrélé à une parole vide dont on a fini par voir toutes les faiblesses : l'usage de la novlangue et du « storytelling » permanent. Même les discours de vérité finissent par sonner creux. L'émetteur est tellement démonétisé que sa parole ne porte plus. Quand je pousse un coup de gueule le soir de ma défaite aux départementales en décembre dernier, je suis dans le vrai, il n'y a aucun filtre. Mais on m'a reproché de ne pas en avoir tiré les conséquences, de ne pas avoir quitté le PS. Moi, j'ai voulu rester là où je me sentais le plus utile. Il y a un paradoxe inhérent à la politique : c'est un art du compromis. Or, l'authenticité de la parole ne peut pas supporter cet effort du compromis. 9

CONSEILLER DÉPARTEMENTAL DE L'ESSONNE, ANCIEN DÉPUTÉ PS